



Montreuil, le lundi 9 décembre 2024

Déclaration fédérale

Contre la casse sociale et les licenciements, toutes et tous en grève et en manifestation le 12 décembre 2024

Avec les suppressions d'emplois annoncées depuis plusieurs mois dans le secteur de l'industrie et ses répercussions sur l'ensemble des autres activités économiques dont une bonne partie couverte par notre Fédération ; ce sont près de 300 000 travailleuses et travailleurs qui sont concerné.es par cette situation catastrophique engendrant toujours une plus grande précarisation du salariat.

Les stratégies économiques et financières des directions d'entreprise ont pour conséquences la destruction de l'emploi, tout en optimisant les aides de l'Etat et autres subventions au nom de la recherche de rentabilité à court terme et du profit.

La désindustrialisation qui engendre une déconnexion accrue entre les lieux de production et les lieux de consommation, a des conséquences environnementales importantes liées à des productions délocalisées dans des zones aux normes moins contraignantes à des distances de plus en plus grandes parcourues par les produits manufacturés avant d'arriver sur notre sol.

Les luttes qui se développent depuis quelques mois dans l'ensemble des secteurs d'activité rappellent s'il en était besoin que ces suppressions d'emploi sont loin d'être une

fatalité mais répond à un choix politique néolibéral. C'est d'ailleurs contre cette politique nocive au monde du travail que la CGT a appelé à voter pour le NFP.

Les questions d'emplois et de salaires prennent une dimension nouvelle face à l'offensive patronale. C'est par la lutte dans les entreprises et dans la rue que nous pourrons répondre à celle-ci avec nos revendications dont :

1. Un moratoire sur les licenciements pour sauvegarder les emplois, les qualifications et les compétences ;
2. Un plan national de maintien et de relocalisation des outils et des emplois ;
3. La conditionnalité des aides publiques au développement industriel en France ;
4. Un plan d'urgence pour l'investissement productif avec la création d'un pôle public financier ;

Nul doute que la chute du gouvernement Barnier ne sera pas de nature à renverser la vapeur. C'est à nous, par nos débats avec les salarié.e.s et notre mobilisation dans les entreprises, de changer la donne.

Seule la mobilisation pourra permettre d'imposer que ces décisions antisociales ne deviennent pas une fatalité.

**Le 12 décembre 2024, toutes et tous en grève et en manifestation partout en France
Pour les parisien·ne·s, le cortège partira à 14H**

Fédération des Sociétés d'Etudes